

COMPTE-RENDU DU COMITE DIRECTEUR 13 ET 14 JUIN 2023



Validé à l'unanimité du comité directeur du 5-10-23

Présent-e-s : BARBOUNIS Nathalie , BILLET Serge , BISSELER Céline, BOLLÉ Sabine, CARON Dominique, CARRE Charlotte, CHARLEUX Philippe, , COLASSE Eugénie, COLMONT Bernard, CRUSSON-PONDEVILLE Sylvie, DELAMARRE Philippe, , DRAPIED Karl, FILIPPI Laurence, GARRUCHET Émilie, GRIMAUD Thierry, LABLANCHE Patrick, MONTES Sandrine, MOREIRA Véronique, MOREL Jacqueline, MOREL Patrick, MUGUET Laurent, NICOL Lewis, NOIR Geoffroy, PRATALI Josiane, ROBIN-LEROY Francis, , SAHAÏ Isabelle, STRUGALA Carole, VANDENABEELE Jérôme, VENTURELLI Frédérique, ZULIANI Romain.

Excusé-e-s : STURBAUT Françoise, BANEUX Fabienne, BOUGEARD Alain, BUTZBACH Etienne, CHEVALIER Christian, DI GIUSEPPE Benjamin, RODER Patrice, ROIG Michèle.

VALIDATION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU COMITE DIRECTEUR

Le compte-rendu du comité directeur du 21 avril 2023 est adopté à l'unanimité.

POINTS D'ACTUALITES

CNOSF

La présidente du CNSOF a démissionné à l'occasion de l'Assemblée Générale. Un-e nouveau-elle président-e sera élu par le CA du 29 juin et soumis au vote d'une prochaine AGE du CNOSF.

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT

L'AG de la ligue se tiendra les 24 et 25 juin à Mont-de-Marsan. Véronique Moreira, Laurent Muguet et Dominique Caron y représenteront l'USEP.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Sans retours à notre demande d'audience auprès du ministère, la présidente a contacté le DGESCO adjoint pour lui faire remarquer, ce qui a provoqué l'organisation d'une rencontre le 3 juillet prochain.

PACTE ENSEIGNANTS

Les membres du CD se voient présenter les modalités du pacte enseignants.

USEP

3, rue Juliette Récamier

75341 PARIS cedex 07

Tél : 01 43 58 97 90

www.usep.org

@usepnationale

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

SIRET N° 420 857 278 000 14 – Code APE 9312Z

Union Sportive de l'Enseignement du Premier Degré

Fédération sportive scolaire de

la ligue de
l'enseignement

un avenir par l'éducation populaire

Les élus débattent sur le positionnement que pourrait avoir l'USEP (place de l'USEP dans ce pacte, positionnement politique sur son éventuel accompagnement (rejet du dispositif ? Eléments de communication ? Convergence de positionnement ou pas avec le SE-UNSA et le SNUIPP ?...), impacts que pourraient avoir le pacte enseignants sur le projet de l'USEP (sur les Indemnités Péri Educatives / quant à un possible désengagement des enseignants sur le HTS...)

En l'état, les contours du pacte semblent encore flous et le CD décide de suspendre sa décision de positionnement jusqu'au séminaire d'Août. Dans l'intervalle, nous en profiterons pour recueillir davantage d'informations sur ses possibles traductions concrètes en appui des départements.

ASSEMBLEES GENERALES

L'USEP a été présente à l'AG de l'AGEEM. La thématique générale du congrès 2024 qui se tiendra à Saint-Brieuc porte sur le corps.

DEPLACEMENT MAYOTTE ET REUNION

La présidente et le directeur national ont représenté l'USEP nationale et soutenu l'action des usep locales à Mayotte et à la Réunion début juin. A cette occasion ils ont également pu rencontrer les institutionnels locaux.

COLLOQUE PETITE ENFANCE UFOLEP

Le colloque Petite Enfance organisé par l'UFOLEP s'est tenu le 6 juin. L'USEP n'a pas pu y être représentée du fait d'une information trop tardive.

PRIX JEAN ZAY

Nous n'avons reçu que 2 candidatures pour ce prix (35 et 44). Le panthéon n'est pas disponible au mois de juin et les deux associations concernées sont d'accord pour reporter ce temps à la rentrée scolaire.

CONTROLE URSSAF

Suite au contrôle URSAFF, un trop perçu de cotisations sociales de 5 000€ va être rétrocédé.

DYNAMIQUE 2024

PROJET UNIS VERS 2024

Suite à la présentation du projet global à l'occasion du congrès 2023, de nombreux comités ont engagé la dynamique.

Le guide de l'enseignant et de l'animateur sera scindé en un guide maternelle et un guide élémentaire pour en faciliter la lisibilité. La mise en page est en cours de finalisation ; un graphiste a été engagé et travaille à une unité graphique avec le carnet de l'enfant. La plateforme permettant de retourner les défis est également bien avancée. Les guides seront transmis fin août aux comités puis, à la suite de cet envoi, directement à l'ensemble des associations.

Avant le 30 juin, un visuel et un planning affiné seront également transmis à l'ensemble des comités.

Une prochaine commission nationale centrée sur la dynamique 2024 aura pour objet de renforcer encore la transversalité de nos actions (laïcité, maternelle, inclusion, EDD...)

MA CLASSE AUX JEUX

Comme le réseau Education Nationale, l'USEP a été destinataire d'un courriel envoyé par M Serfaty, délégué ministériel aux JPO 2024, pour l'attribution des 200 000 places aux Jeux Paralympiques.

L'USEP déplore le peu de concertation avec le Ministère sur ce sujet et la non prise en compte de nos spécificités, de nos attentes, de la place que nous pourrions prendre dans ce projet. L'organisation arrêtée soulève encore de nombreux problèmes : gestion de la billetterie, place des collectivités dans l'achat des places, prise en considération et étude des capacités de transports et d'hébergement...

LIVRET DE L'ENFANT

Paris 2024 étudie une possible contribution financière (28 000€ demandés), en complément du CNOSF (15 000€) et du CPSF (15 000€).

Il est prévu d'éditer 500 000 exemplaires de ce livret de l'enfant afin de les distribuer à tous les licenciés Usep des Cycles 2 et 3.

Les remarques qui ont émergées à l'occasion du stage des dirigeants ont été prises en compte pour l'édition de la version définitive.

CLUB FRANCE LA VILLETTE

Le CNOSF fait le tour des fédérations pour lister ce que chacune peut proposer dans l'animation de la fan zone (2 jours consécutifs par fédération sur les 15 jours). Pour le moment, tout ce dont on aurait besoin au niveau logistique serait pris en charge. Les décisions pour l'accès à la halle (club France CNOSF) ne sont pas encore déterminées ; à ce jour nous savons que nous disposerons de 650 places nominatives.

VIE STATUTAIRE

BILAN CONGRES 2023

Stage de Dirigeants :

- le lien « Traces du stage » a été transmis aux stagiaires... Il regroupe de nombreuses ressources. La plateforme sera encore complétée des derniers éléments courant juin.
- Communication externe : il est essentiel de diffuser les conférences des intervenants et de permettre une diffusion plus large de nos travaux, participant à rendre davantage visible la qualité de notre réflexion et de notre projet
- Il est toutefois noté le manque d'un temps de préparation et de mutualisation dans l'organisation du SDD, et la volonté d'un temps de préparation supplémentaire en présence
- Il paraît essentiel de davantage impliquer les formateurs nationaux dans la conduite des temps de formations
- Besoin d'un canal de communication interne (groupe WhatsApp – formateurs).

Assemblée Générale :

- Les retours des comités sont bons sur la tenue générale de cette AG ; toutefois revient régulièrement une critique : la qualité des repas qui ne semblait pas à la hauteur d'une AG ; les élus proposent d'inclure dans le cahier des charges que les repas du samedi soient chauds et servis assis.

- Les élus notent la confiance des Comités dans leur ensemble qui se traduit au travers des votes et au-delà dans les questions / débats
- Ils relèvent toutefois le peu d'échanges le samedi, sans doute du fait des webconférences qui permettent ces temps d'échanges en amont de l'AG
- Réunion des régions : des difficultés dans l'organisation du fait de l'absence d'élus nationaux, d'élus des CD et CR USEP et des permanents, souvent retenus sur d'autres réunions dans ce temps court entre le SDD et l'AG.
- Les élus des DROM-TOM regrettent également l'accès très limité à la salle de travail dédiée à la réunion des outre-mers

FEUILLE DE ROUTE DE FIN DE MANDATURE

Les élus travaillent à faire émerger les priorités d'orientations et d'actions pour la fin de mandature. Cette feuille de route sera analysée et retravaillée par le bureau de juillet et arrêtée à l'occasion du séminaire des élus d'août.

SEMINAIRE NATIONAL USEP D'AOÛT

Le séminaire d'août se tiendra du dimanche 27 août en fin d'après-midi au mardi 29 août 14h à Macon.

ORGANISATION DES COMITES DIRECTEURS NATIONAUX

L'ensemble des CD se tiendront aux CISP Ravel/Kellermann. Francis Robin est chargé de réserver les structures pour les CD inscrits au calendrier statutaire jusque octobre 2024.

Le comité directeur des 4 et 5 octobre se tiendrait à Bruxelles (financement Erasmus).

Il est proposé, notamment pour permettre d'optimiser le temps de travail aux permanents nationaux dans le respect du cadre de travail réglementaire, de ne plus rendre obligatoire la présence de l'ensemble des adjoints à la direction nationale sur la totalité du temps de l'ensemble des comités directeurs. Les adjoints seraient alors invités à participer à certains temps des Comités Directeurs si l'ordre du jour le nécessite. D'autres temps que ces temps davantage politiques de CD dont le directeur national se fera l'interlocuteur, permettraient aux élus de travailler avec les adjoints concernés sur des objectifs ciblés. La présence des adjoints nationaux est toujours demandée sur les séminaires d'août. Cette proposition a été discutée préalablement dans le cadre des réunions de travail des permanents nationaux et recueille une adhésion majoritaire de ces derniers.

Cette proposition ne figurant pas dans l'ordre du jour, le secrétaire général demande de voter l'ajout de ce point à l'ordre du jour. Cet ajout est voté à l'unanimité des 22 votants.

Concernant la proposition à titre expérimental de ne plus rendre obligatoire la présence de l'ensemble des adjoints à la direction nationale aux Comités Directeurs, les élus du CD s'expriment comme suit :

POUR l'expérimentation : 13 - CONTRE l'expérimentation : 0 – Abstentions : 8

Un élu indique qu'il ne souhaite pas participer au vote.

CPO

Des réunions mensuelles sont engagées de manière à questionner et optimiser les modalités de distribution de la CPO nationale. Au cours des premiers rendez-vous, un état des lieux a été établi visant à mieux analyser la redistribution de la CPO au niveau national.

L'USEP souhaite toutefois un relevé d'indicateurs qui permette également l'analyse de la redistribution des fédérations aux comités départementaux et régionaux. Plus largement elle a porté à la connaissance du groupe de travail sa volonté d'interroger, au-delà de cette CPO, les flux financiers qui se nouent entre ces échelons politiques et leurs traductions dans des conventions cadres.

Il a été décidé de l'organisation d'enquêtes croisées (ligue/usep) qui vont dans ce sens. Nous concernant, une fois les indicateurs quantitatifs et qualitatifs arrêtés, nous proposerons au laboratoire des pratiques de s'emparer de ce travail de prélèvement et d'analyse.

APAC

L'AG de l'APAC se tiendra le 23 juin à Mont-de-Marsan. Laurent et Dominique y représenteront l'USEP. Dans ce cadre ils porteront à la connaissance des adhérents le mandat confié au comité directeur USEP par l'Assemblée Générale d'Aix portant sur la négociation d'une cotisation juste et raisonnée.

Une première réunion APAC-Ligue-Usep s'est tenue le 12 juin afin de définir un possible cadre de négociation.

PLATEFORME ADHERENTS

Lors de la webconférence du 22 mai, l'ébauche de la future plateforme a été présentée par Alexandre Dumontet et Mickaël Huet.

Un appel à personnes ressources a été lancé via le BC avec pour objet de tester les fonctionnalités de cette future plateforme. Cette dernière devrait être opérationnelle à compter de septembre 2024.

SUIVI DES CD

Il a été décidé que la cellule de médiation nationale réunissant le confédéral et l'USEP se réunira désormais tous les deux mois afin de faire un point sur les situations conflictuelles mais aussi de d'anticiper et de prévenir les situations difficiles.

En médiation (conflit Ligue-USEP) :

36 : situation apaisée qui pourra permettre à court terme de sortir de cette période de médiation

62 : dans l'attente des retours des élus de l'USEP et de la Ligue 62 sur la proposition de convention et d'avenant financier 2023

65 : la situation reste tendue, notamment dans le reversement financier lié aux affiliations

71 : situation tendue

En accompagnement :

08 : en attente de la confirmation de la démission de la présidente de l'USEP 08 qui va nécessiter de mettre en place la tenue d'une AG et d'un accompagnement fort pour faire repartir ce comité départemental en arrêt d'activité et de licenciés depuis maintenant plus de 4 ans.

Corse : la refonte des deux fédérations départementales Ligue en une seule entité amène à revoir les conventions avec les deux comités départementaux USEP. Une attention particulière et un accompagnement du national s'opèrent autour de la Corse du Sud afin de formaliser une

convention et un avenant financier et ainsi d'assurer le poste de la délégué USEP en place depuis de nombreuses années.

Guadeloupe : la suppression de la MAD sur le poste de délégué départemental a entraîné une difficulté dans la coordination des actions des secteurs USEP, l'USEP Guadeloupe ne percevant pas de part CPO qui pourrait cofinancer un poste. Nous sommes au travail avec le confédéral afin de renouer des liens entre la fédération et l'USEP Guadeloupe dans le but de formaliser une convention et un avenant financier.

16 : problème de comptabilité (nécessité de dissocier les comptabilités Ligue 16 et Usep 16). Accompagnement par une délégation nationale Usep composée du responsable administratif et financier et d'un membre de la CNF.

VIE SPORTIVE ET ASSOCIATIVE

SRAV

Une subvention de 60 000€ a été attribuée à l'USEP (comme en 2022).

10 000€ ont déjà été répartis ; il reste 50 000€ et une proposition de dotation des comités est faite aux élus ; les éditions EPS et l'équipe EPS du Tarn ont élaboré une ressource d'accompagnement du SRAV (une BD intitulée « L'échappée belle » et un livret pédagogique qui l'accompagne).

La proposition de doter chaque comité d'un kit BD cartonnée/livret d'accompagnement et d'un lot de 30 BD souples pour un montant de 83€ est votée à l'unanimité des élus.

La négociation portant sur un port gratuit est en cours.

P'TIT TOUR

L'étape nationale se déroulera le 22 juin dans les Hauts-de-France à Cassel (59), dans le cadre d'un partenariat avec la FFC qui organise les championnats de France sur route. Véronique Moreira, Serge Billet, Dominique Caron et Jérôme Vandennebeele seront présents pour accueillir les 4 classes locales engagées sur cette étape (2 associations du 59 et 2 du Pas-de-Calais).

INCLUSION

Fin mai l'USEP a participé comme intervenant au séminaire « le parasport dans tous ses états » organisé par le CPSF.

FEDERATION FRANCAISE DES ECHECS

Une rencontre à distance entre le champion du monde de 8 ans et des écoles connectées s'est tenue ce 13 juin ; l'USEP a participé aux protocoles en présence de nombreux médias nationaux (dont les équipes d'envoyé spécial).

RELATION AUX FEDERATIONS

- En attente d'une réponse de la **FF Rugby** quant au nombre de places attribués à l'USEP afin que des usépiens puissent assister à un entraînement d'équipes nationales
- La convention entre la **FF Canoë Kayak** et l'USEP a été signée le 15 mai dernier ; le travail se poursuit autour de la conception de différents types de RSA
- La convention avec l'**UNSS** est « en panne » depuis plusieurs mois après un passage au crible de cette convention par leur service juridique ; les élus décident d'une question

portée par l'USEP à l'occasion de l'AG de l'UNSS sur l'état d'avancement de cette convention et une remarque sur l'intitulé de leur projet fédéral qui nous semble créer de la confusion (« plan national de développement du sport scolaire »)

- Projet de convention avec la **FF Football** : la signature prévue à l'automne 2022 a été reportée. L'USEP sera bien signataire de la cette convention. L'organisation de la rencontre régionale foot rend la relation entre l'USEP Bretagne et Ligue de Bretagne de Football plus compliquée.

LAICITE

La thématique de cette année portera sur l'olympisme et l'universalité des jeux. Une conférence de 45 minutes d'Eric Monnin (université de Besançon et membre du CNOSF) accompagnera cette thématique dans le cadre de la webconférence du 25 septembre.

Le cahier des charges est présenté aux élus ; il sera diffusé début juillet : j'agis (si les enfants rêvaient leurs jeux) / je comprends (ressources sur l'olympisme) / je débats (débat associatif autour des jeux olympiques) / flashmob ou danse de création à partir de Breakschool.

MON ASSO BOOSTE MON CERVEAU

L'appel à projet est reconduit à hauteur de 55 000€. Le 7 juin s'est tenue une visio de présentation du projet à destination des comités intéressés. Le ministère des outre-mer a été sollicité de manière à étudier un possible accompagnement. Un temps de Webconférence portera sur la présentation de ce projet à l'ensemble des comités de l'hexagone.

VIE PEDAGOGIQUE, RECHERCHE ET FORMATION

RESSOURCES NATIONALES

Il est décidé à l'unanimité des élus que les comités régionaux et les élus nationaux seront destinataires des dotations en ressources jusqu'alors uniquement destinées aux comités départementaux.

A chaque parution de nouvelles ressources, il sera désormais négocié des frais de tirages et d'expédition pour permettre de lancer des commandes complémentaires des comités.

VIE DES TERRITOIRES

CONTRIBUTIONS NATIONALES

A ce jour, les contributions financières aux comités départementaux et régionaux sont cloisonnées : formation, opérations nationales et contrat de développement.

L'objectif est de globaliser ces retours financiers autour d'un projet de développement qui devra répondre au cadre du PSAF dont il est une déclinaison, mais qui pourra être davantage ancré dans des objectifs de développement propre à chaque territoire. Pour les départements, un axe serait lié au dynamisme du comité (partie fixe quantitative : nombre d'assos et de licenciés, taux d'implantation...) et un axe serait lié au projet de développement. Pour les régions, un axe serait lié à la stratégie régionale de développement de la région et du département, un second porterait sur la réalisation d'une action régionale. La logique générale serait davantage construite sur une

contractualisation d'engagements pour obtenir un soutien financier que sur la validation d'actions effectuées qui donnent droit à un subventionnement.

Un objectif plus opérationnel est également de simplifier l'instruction des dossiers. L'instruction des dossiers serait en charge des GT concernés, le suivi des projets de développement accompagné par les élus, permanents et formateurs nationaux référents.

Cette nouvelle dynamique concernerait les régions dès la saison prochaine et les départements la saison suivante.

POLE COMMUNICATION

PARTENARIAT DECATHLON

Décathlon développe fortement le design actif. Il nous sollicite pour que nous portions un regard pédagogique sur ses propositions.

L'ANS propose de soutenir l'aménagement de cour de récréation (portage par les collectivités territoriales à concurrence de 5 000€ par école et pour 200 écoles).

Décathlon étudie aussi la possibilité de développer un marquage éphémère (pochoirs).

DIRECTION DE PUBLICATION

Pour toute communication externe, la direction de publication est déléguée au directeur national en appui des élus concernés. Un calendrier éditorial est en cours d'élaboration.

Dominique CARON et Laurent MUGUET

Secrétaire général et secrétaire général adjoint